

INTERBEV Sommet de l'élevage 2009

Colloque du jeudi 8 octobre 2009

Elevage allaitant et environnement, comprendre les enjeux

Sous la présidence de Denis Sibille, Président d'Interbev et animé par Frédéric Denhez, journaliste scientifique, spécialiste de l'environnement.

Denis SIBILLE

Interbev a choisi d'axer cette année son colloque sur les relations entre élevage allaitant et environnement compte tenu de la mise en cause, de plus en plus fréquente et insistante, de la production et de la consommation de viandes, bovine en particulier, dans la dégradation de l'environnement.

Nous, producteurs, devons être à l'écoute de ces attentes sociétales qui sont importantes et qui impactent notre métier et la place de l'agriculteur et de la filière en général. Mais si nous devons répondre à des attentes légitimes, nous devons également nous préparer avec de solides arguments scientifiques pour défendre nos valeurs et nos pratiques devant des attaques injustifiées. C'est dans cet esprit que, avec Pierre Chevalier, nous avons signé il y a quelques mois une tribune intitulée Bœuf durable ou bœuf émissaire?

Programmé pour faciliter la compréhension des enjeux et contribuer à leur maîtrise, ce colloque sera animé par Frédéric Denhez, journaliste scientifique, spécialiste de l'environnement, qui a récemment publié un ouvrage sur les conséquences du changement climatique: Quelle France en 2030?

Frédéric DENHEZ

Pourquoi parler environnement? Les risques sont flous, ils ne sont pas immédiatement palpables. Dans le secteur agricole, vous cumulez, vous réunissez tout ce que la France a de schizophrénique: les français adorent les vaches car elles entretiennent les paysages de leurs vacances, mais ils ont du mal avec la viande! Est-ce parce que, entre les deux, il faut abattre la vache? Ou est-ce parce que la viande, contrairement au lait, est rouge et sanguinolente?

On cristallise donc sur la viande beaucoup de choses, on cristallise les autres problèmes qui s'ouvrent à nous aujourd'hui: le dérèglement climatique, une conscience environnementale qui devient générale, la diététique, l'hygiénisme alimentaire, le bien-être animal. La viande est accusée de tous les maux. On accuse l'agriculteur d'un peu tout: la viande c'est le cancer, la viande c'est le réchauffement climatique, la viande c'est le trou dans la couche d'ozone; bref la viande ce n'est pas bien! Tout cela est très grossier, la réalité est loin d'être celle-là. Il n'en reste pas moins ce constat: que l'on soit une vache, une poule, un mouton ou un cochon, on est un être vivant donc on mange et on émet dans l'atmosphère un certain nombre de gaz qui alourdissent forcément le réchauffement climatique. Ces gaz seront peut-être un jour taxés.

La taxe carbone, tout le monde en a entendu parler, peut-être s'appliquera-t-elle un jour à l'agriculture et aux élevages?

Quelle est la part réelle de l'agriculture dans le réchauffement climatique, comment l'évaluer, quelle est la situation chez nos voisins européens?

***Thiphaine TALLEC, INRA, UR sur l'Ecosystème Prairial
Gaz à effet de serre: pourquoi parle-t-on autant de l'élevage?***

Intervention fondée sur des éléments extraits du dernier rapport établi par le groupe intergouvernemental d'experts de l'évolution des climats (le GIEC), paru en 2007, sur un rapport de l'expertise collective INRA paru en 2002, et sur la synthèse de divers résultats émanant de plusieurs expérimentations menées à l'échelle européenne.

Les changements climatiques sont une réalité. La température moyenne mondiale a augmenté d'environ 0,74°C les 100 dernières années et d'environ 1,6°C en France. Le taux d'augmentation de la température depuis les années 1960 est presque deux fois supérieur à celui observé sur les cent dernières années. Il y a donc eu une accélération du processus de réchauffement.

Nous nous rappelons tous de la canicule 2003. On constate des sécheresses, des précipitations et des cyclones plus intenses. On peut relever **une modification des concentrations atmosphériques des GES (GES)**, les valeurs sont aujourd'hui bien supérieures à celles enregistrées dans les archives historiques. Rappelons quand même que, sans ces GES, la température moyenne à la surface de la planète serait de -18° au lieu de 15°. Les GES sont les vitres de la serre dans laquelle nous, êtres humains, nous nous trouvons. Ces vitres ont pour rôle de filtrer le rayonnement solaire, et ensuite de retenir l'énergie à la surface du globe qui a pour conséquence d'augmenter la température. Donc, plus ces gaz seront abondants, plus la température augmentera.

Les principaux GES provenant du secteur agricole sont:

- le dioxyde de carbone issu de la respiration des animaux ou bien des plantes, mais aussi de la consommation des énergies fossiles;
- le méthane issu de la fermentation entérique des ruminants autrement dit la digestion, et de la fermentation des effluents;
- le protoxyde d'azote qui vient des sols agricoles ou encore de la transformation de l'azote présent dans les engrais minéraux et organiques;
- la vapeur d'eau.

Le GIEC estime que **le réchauffement du climat observé depuis 1950 est, assurément à 90% attribuable à la hausse des concentrations de GES due aux activités humaines.**

Le GIEC, selon les différents scénarii d'atténuation des émissions de GES, prévoit:

- une hausse de la température mondiale moyenne allant de 1,4°C à 6,4°C;
- en Europe, la température devrait augmenter de 1 à 3°C pour l'hiver et le printemps et de 2 à 4°C pour l'été et l'automne (cela dépendra des régions);
- les précipitations seront plus intenses en hiver et plus réduites les autres saisons;
- une hausse de la fréquence des épisodes de vagues de chaleur, de sécheresse, et des précipitations.

Les adaptations qui s'imposent au secteur de l'élevage pour contrer les risques préfigurés par la canicule 2003 sont:

- l'allongement de la saison de pâturage, pour bénéficier d'une croissance potentielle accrue de l'herbe au printemps et à l'automne;
- l'utilisation des cultures fourragères résistantes à la sécheresse et économes en eau;
- l'adaptation des bâtiments d'élevage pour limiter les impacts de la canicule sur les performances animales;
- une meilleure utilisation des légumineuses fourragères dont le potentiel de production sera accru grâce à l'augmentation du dioxyde de carbone atmosphérique et au réchauffement;
- une nécessité de favoriser des prairies à biodiversité plus élevée comme assurance vis-à-vis de la variabilité du climat;
- une conservation voire une augmentation des stocks de carbone dans la matière organique des sols prairiaux afin de contribuer à la lutte contre l'effet de serre.

On peut se demander **quel est le rôle de l'élevage dans les émissions de GES?** Au niveau mondial, en 2004, l'agriculture contribuait pour 13,5% à l'effet de serre. En France, en 2003, le secteur agricole a contribué à l'effet de serre à 19,9% avec une contribution des consommations d'énergies fossiles de 1,7%, des sols agricoles de 8,8%, de la fermentation entérique de 5,6% et la gestion des déjections animales de 3,8%. En 2007, cette contribution n'a que faiblement évolué, atteignant 20% dont la moitié est attribuable à l'élevage.

Selon le rapport de la FAO, le secteur de **l'élevage contribue aux émissions de GES, au niveau mondial, à une hauteur de 18% soit la moitié du secteur de l'agriculture.** Il faut savoir que ce bilan de GES a été fait selon l'analyse du cycle de vie donc sur toute la filière en partant de la fabrication des engrais, du transport des animaux, jusqu'à la transformation des produits. Donc, ces postes qui émettent des GES pourraient être attribuables à d'autres secteurs comme le transport ou l'industrie. De plus, ce bilan de GES ne prend pas en compte le potentiel de stockage des sols agricoles pour le carbone.

Frédéric DENHEZ

Ce rapport est global, il ne prend pas en compte ce que les prairies sont capables d'absorber. Il ne faut donc pas le prendre au pied de la lettre, en ce qui nous concerne nous Français, Espagnols et Italiens. C'est très global, ne serait-ce que parce qu'il prend en compte la déforestation qui ici ne nous concerne pas vraiment!

Denis SIBILLE

Quand le rapport de la FAO est sorti, nous nous sommes rendus à Rome et nous avons rencontré la direction de la FAO pour en contester les conclusions hâtives.

Thiphaine TALLEC

En France, on relève des stocks importants de carbone dans les régions d'élevage, 3 milliards de tonnes dans les sols. Les émissions françaises de CO2 sont estimées à plus de 100 millions de tonnes par an, soit environ 5% des stocks dans les sols. Une augmentation des stocks dans les sols de 0,2% par an (6Mt) compenserait 4% des émissions françaises de GES.

Nos conclusions sont donc les suivantes:

- les émissions actuelles de GES liées à l'agriculture pourraient augmenter rapidement du fait de la croissance de la population mondiale;
- il existe un potentiel technique important de réduction nette de GES, principalement grâce une séquestration accrue de carbone dans les sols;
- MAIS on relève une instabilité du stock de carbone (extrêmes climatiques);
- il est donc important de considérer toutes les voies possibles de réduction des émissions, en réduisant notamment la consommation d'intrants;
- des synergies entre adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et réduction des émissions de GES peuvent être trouvées.

Stocker du carbone et augmenter la capacité des plantes à prélever les ressources du sol (l'eau et les nutriments) de manière efficace constitue des buts communs pour s'adapter aux changements climatiques et pour lutter contre l'effet de serre.

Frédéric DENHEZ

Pour réduire les émissions de GES en France, vous laissez l'obligation morale de diviser par 2 nos émissions d'ici 2050, c'est un objectif difficile à atteindre. On peut l'atteindre en isolant nos maisons, en achetant des voitures hybrides, en achetant des chaudières à condensation et manifestement l'agriculture aura un rôle à jouer. L'agriculture pourrait être un puits de carbone net mais elle va se voir confrontée à une demande d'espace pour pouvoir nourrir une population mondiale qui va augmenter. La FAO estime que la production de nourriture globale devra augmenter de 70% d'ici 2050.

En tout cas, la prairie est un puits de carbone et il faut augmenter la biodiversité.

Jean Baptiste DOLLE, Institut de l'Élevage

Du bilan carbone à la ferme à l'empreinte carbone d'une filière

Au niveau national, l'agriculture est responsable de 19% des émissions de GES. Le secteur herbivore est responsable de 11% des émissions. **En France, le secteur bovin viande représente 5 à 6% des émissions de GES** (Source CITEPA 2006) et sans doute encore moins si l'on intègre le stockage de carbone.

Lorsque l'on regarde **le cycle de vie d'un produit**, par exemple le cycle de vie de la viande, il faut prendre en compte les éléments suivants:

- cette viande est produite sur l'exploitation;
- elle est ensuite transportée;
- l'animal va être abattu donc on a des émissions de GES liées à l'abattage, notamment du dioxyde de carbone;
- ensuite nous avons le transport de la viande jusqu'à la distribution, puis le transport jusqu'au consommateur;
- enfin, nous avons le traitement des déchets.

Donc, lorsqu'on réalise l'évaluation des émissions de GES, il faut bien définir le périmètre sur lequel porte cette évaluation.

Sur une exploitation, il existe de multiples postes d'émission de GES et des postes qui émettent plusieurs gaz. Le méthane entérique représente 50% des émissions globales cumulées sur un élevage. Le poste stockage des déjections est important puisqu'il produit des émissions de méthane et de protoxyde d'azote. Le fioul consommé sur l'exploitation d'élevage représente une faible part.

La prairie stocke autant de carbone dans le sol que la forêt. Le stockage de carbone représente une compensation comprise entre 25 et 50% des émissions. A partir de nos recherches actuelles, pour les prairies permanentes de moins de 30 ans, nous envisageons un stockage de carbone de 500 kilos par hectare et par an. Pour les prairies de plus de 30 ans, nous retenons un stockage de 200 kilos.

A titre d'exemple, en élevage de broutards, une empreinte carbone moyenne s'élève à 15,2 kg équivalent CO₂ par kg de viande vive.

Si on veut éviter le retournement des prairies et le déstockage massif, nous avons tout intérêt à considérer le puits de carbone sous les prairies et à le préserver. L'ADEME préconise de préserver le stockage de carbone dans les océans, sous les forêts et sous les prairies.

Les résultats dépendent des options méthodologiques retenues: facteurs d'émission, périmètre choisi, allocation lait/viande et allocation produit/coproduits. Il faut donc viser une méthodologie commune.

Enfin, le carbone est un indicateur d'impact négatif. Il y a une véritable nécessité d'élargir l'analyse à d'autres indicateurs environnementaux pour une analyse plus globale (cf. intervention d'Armelle GAC).

DEBAT

- Denis SIBILLE, Président d'Interbev
- Thiphaine TALLEC, INRA Clermont-Ferrand
- Jean-Baptiste DOLLE, Institut de l'Élevage
- Javier LOPEZ, ASOPROVAC, engraissement en Espagne
- Samuele TRESTINI, Université de Padoue, engraissement en Italie

Denis SIBILLE: On avait l'impression d'un plaidoyer à charge sur l'élevage et on l'a mal vécu. A chaque fois que l'on affiche des chiffres avec les atouts de l'élevage, comme ceux présentés ici, on se dit qu'on est en train de remonter la pente. Les doutes qu'on a pu avoir sur l'élevage et la place de l'éleveur dans la société disparaissent, et on se reconstruit sur de nouvelles bases.

Samuele TRESTINI: Soulignons deux aspects des présentations ci-dessus:

- faire une appréciation globale du système d'émission au niveau mondial est important parce que on doit procéder à une évaluation correcte des émissions de GES;
- il faut cependant faire des distinguos au niveau territorial, faire référence aux différentes zones de production et aux différents élevages.

Il y a un réel problème de méthodologie. En Italie, on a une méthode pour l'évaluation de l'inventaire global national qui relève du GIEC, mais elle ne tient pas compte des spécificités des différents modèles de production.

Le système de production peut mettre en évidence des aspects positifs et dans certains systèmes on peut compenser. Par exemple, si on se réfère au modèle national italien, la présence d'un élevage lié au territoire, au pâturage, est un modèle d'élevage qui a été abandonné au cours des dernières années compte-tenu de l'évolution du marché. Les pâturages en Italie sont essentiellement des pâturages de haute montagne et il est donc difficile de procéder à un élevage dans ce contexte. On s'est concentré sur l'activité production agricole, et particulièrement sur les cultures céréalières, notamment les concentrés et l'ensilage de maïs.

Par ailleurs, il faut considérer le résultat des activités de mesures des émissions: dans les zones éloignées des élevages. On constate un stockage qui n'est pas lié à l'activité de production mais qui est lié à l'abandon des pâturages, qui deviennent des zones boisées. Dans ce cadre, il y a un stockage du carbone. Il est donc fondamental d'étudier les différents modèles d'élevage à l'intérieur des différents pays pour pouvoir procéder à des appréciations, à des mesures en connaissance de cause.

L'agriculture italienne représente 6,4% du poids des émissions globales un pourcentage supérieur au poids économique de l'agriculture. On remarque qu'entre 1990 et 2006, les émissions liées à l'agriculture ont fortement

diminué. En Italie, la diminution a été de 8,3%, et en Europe elle a été de 20%, sans la mise en œuvre de politique spécifique.

La véritable difficulté demeure le choix d'une méthodologie d'évaluation commune. D'après les premiers résultats, du point de vue de la production de viande italienne, la diminution des émissions est liée à une forte augmentation de la productivité des animaux. L'amélioration du rendement et de la croissance journalière vont de pair avec une amélioration des régimes alimentaires. Le poids de la fermentation entérique est de 45% pour les broutards mâles et de 51% pour les femelles (veaux destinés à l'engraissement).

Tous les producteurs de lait ont remarqué, depuis l'introduction des quotas laitiers, que pour maintenir le niveau de production il fallait réduire le nombre de vaches laitières. Dans la ration des animaux, il y a la partie attribuée au maintien de l'animal et la partie production ou croissance. L'incidence du maintien à savoir le coût fixe pour garder l'animal en vie, a diminué de façon progressive grâce à la haute productivité des animaux. La réduction des coûts fixes a permis la réduction des émissions globales par le système agricole.

Denis SIBILLE: Personnellement, je trayais 80 vaches en m'installant il y a 30 ans, j'en trais aujourd'hui 45 pour une production identique! La productivité de mon troupeau a donc quasiment doublé sur 30 ans.

Jean-Baptiste DOLLE: Il est vrai que si on regarde l'évaluation des GES en lien avec la productivité, on voit que plus la productivité augmente plus les émissions ramenées au kilo de lait sont faibles; il faudrait donc développer les systèmes intensifs si on ne considère que les émissions. Or, si on considère également le stockage de carbone, il n'y a plus énormément de différences entre les systèmes intensifs et les systèmes extensifs. Il y a donc une justification pour plusieurs types de systèmes qui doivent cohabiter.

Javier LOPEZ: Nous sommes face à une attaque brutale qui vise la production de viande en Europe. C'est une attaque médiatique et injuste pour nous producteurs de viande. Nous parlons maintenant de changement climatique mais nous pourrions aussi parler des questions de consommation d'eau puisque certains n'hésitent pas à avancer des chiffres extravagants de consommation pour produire 1kg de viande bovine! A propos du rapport de la FAO, les auteurs eux-mêmes commencent à le remettre en question. Méfions-nous car un mensonge répété plusieurs fois devient une réalité pour la Société.

Pour réduire ce changement climatique, certains proposent d'arrêter de manger de la viande 1 fois par semaine! Je pense que ces personnes sont végétariennes!

Plus sérieusement, en Espagne, des études ont montré que l'engraissement des bovins est une production qui respecte l'environnement. Nous avons des veaux (5 à 6 mois) issus de vaches allaitantes que nous allons engraisser à base de concentrés et de paille. Pays aride, nous n'avons pas de pâturages

et nos surfaces agricoles sont très déficitaires en matières organiques. En augmentant la production, on constate une amélioration du bilan environnemental. Le fait que nous ayons interdit certains additifs réduit déjà de 20% nos émissions de méthane.

Il faut faire très attention si l'on veut comparer des chiffres d'un pays à l'autre. En Espagne, l'agriculture serait responsable de 10% des émissions de GES contre 19 en France. En France, le secteur industriel produit 21% des GES et en Espagne 36% pour l'énergie. Mais tous ces chiffres n'ont aucune valeur sans les clés d'interprétation et il faut nuancer toutes ces émissions de GES. En France, le nucléaire est très plus important d'où une contribution inférieure du secteur de l'énergie et une part supérieure de l'agriculture. Il faut donc effectivement une méthodologie conjointe.

Questions/Réponses

Q: Pourquoi ne fait-on jamais référence à l'activité solaire?

R:Thiphaine TALLEC: Aucun groupe d'experts n'a pour l'instant reconnu que tout cela pouvait être lié à l'activité solaire, on s'accorde pour dire que c'est plutôt dû aux GES.

Frédéric DENHEZ: On ne connaît pas l'effet d'entraînement du cycle solaire. Si on relie le soleil à l'impact humain, on n'explique pas le côté inédit de l'évolution. On ne relève aucune autre période équivalente en termes de hausse des émissions de GES. Il y a un effet du soleil évident, mais pour l'instant il n'est pas mesuré.

Q: Dans un atelier d'engraissement, quelles seraient les solutions idéales pour produire moins de GES?

R: Jean-Baptiste DOLLE

En atelier d'engraissement, le système idéal aurait une forte part de maïs pour limiter les intrants (fertilisants). Il faudrait gérer au mieux les concentrés (faut-il autoproduire les concentrés ou les faire venir du Brésil par exemple?). Ensuite, toutes les économies porteront sur la diminution des émissions de gaz carbonique.

La méthanisation peut également représenter un intérêt pour réduire les émissions de GES et produire de l'énergie renouvelable. En élevage allaitant, les unités de méthanisation seraient mieux adaptées pour les ateliers d'engraissement où on a un flux de déjections constant dans l'année. La méthanisation va produire de l'électricité et de la chaleur (la cogénération). L'électricité pourra être revendue mais se pose la question de la valorisation de la chaleur. On sait que sur les élevages bovins, on ne sait pas valoriser correctement la chaleur. Sur un atelier hors sol de porcs ou de volailles, on peut utiliser la chaleur pour chauffer les bâtiments. En atelier bovin, la chaleur est difficile à réutiliser.

Samuele TRESTINI: Concernant la méthanisation le problème n'est pas la méthode mais le coût, c'est-à-dire la présence de capitaux dans l'exploitation. L'utilisation de l'énergie et de la chaleur serait très facile en Italie car dans les zones de production et d'engraissement, il y a beaucoup d'urbanisation donc on peut utiliser la chaleur pour chauffer des habitations proches dans les

petits villages en habitat groupé. Mais, nous n'avons pas la mentalité pour le faire, nous ne sommes pas habitués à l'installation de production de bio énergies. Il est donc difficile de pousser les investissements dans ce sens. L'idée est plutôt de valoriser les effluents. En Italie, les effluents et les boues sont toujours considérés comme des déchets et pourtant, l'apport d'azote au sol peut permettre la réduction des GES.

Javier LOPEZ: En Espagne, la méthanisation ne se développe pas pour un problème de capital. Il y a un manque de visibilité par rapport à l'avenir de l'élevage. Il n'y a pas de système idéal. Il y a un système à analyser, adapté à chaque système de production. En Espagne, c'est le système concentrés et paille qu'il faudrait intensifier. Il faut aussi se demander quelles sont les races à croissance rapide, pour réduire le cycle de production et donc l'émission de méthane.

Q: *En France, on parle souvent de relancer l'engraissement comme dans notre région de Bourgogne. Faut-il alors retourner et drainer plus de prairies permanentes pour ensemer en céréales et pour éviter d'importer du soja du Brésil ? Est-ce que la PAC pourrait avoir quelques souplesses pour que des zones comme la nôtre puissent aller dans le bon sens?*

R:Denis SIBILLE: Le redéploiement des aides de la PAC a fait couler beaucoup d'encre et a perturbé le monde professionnel agricole. Mais, la demande des éleveurs (en l'occurrence la FNB) était de redéployer les aides sur les prairies, c'est-ce qui a été fait et obtenu.

Il y a beaucoup de discussions au sein du ministère. Je pense qu'il y aura une ouverture sur les prairies temporaires de plus de 5 ans. Quant aux prairies naturelles, les arbitrages ont déjà été faits et elles resteront des prairies naturelles. Il faudra que les régions qui sont très concernées, comme la Bourgogne, convainquent le ministère du bien fondé de leur demande.

Q: *La standardisation de la méthodologie a-t-elle déjà commencé?*

R:Jean-Baptiste DOLLE: L'initiative française en lien avec l'affichage environnemental vise à définir une méthodologie et à construire une base de données de l'empreinte carbone des produits agricoles. Au niveau international, la FAO retravaille sur ces aspects méthodologiques et nous échangeons sur les différents facteurs d'émissions à retenir. Le travail avance sur la définition de la méthodologie, mais nous partons de très loin. Il faut échanger et harmoniser entre les différentes initiatives pour aboutir à des choses comparables.

Armelle GAC, Institut de l'élevage

Au-delà du carbone: l'Analyse du Cycle de Vie (ACV)

L'analyse environnementale aujourd'hui est très centrée sur l'impact des activités et des produits sur l'effet de serre. Le risque pour l'élevage herbivore est de se laisser enfermer dans une approche monocritère autour du carbone.

L'intérêt de l'approche globale multicritères est d'intégrer les différentes problématiques environnementales en parallèle (nitrates, phosphore, effet de serre, consommation d'eau...). Elle permet aussi d'envisager les risques de transfert de pollution d'un compartiment à un autre (par exemple entre l'eau et le sol, ou le sol et l'air) et d'évaluer les contributions positives de l'élevage sur l'environnement.

Il est donc nécessaire d'utiliser une méthode d'évaluation globale sur l'ensemble du périmètre de production agricole et qui prenne en compte les principales thématiques environnementales que l'on souhaite étudier.

La **démarche d'Analyse de Cycle de Vie** est à la fois une évaluation multicritères et une évaluation globale sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit, d'un service ou d'un système. On parle généralement d'une approche du "berceau à la tombe" et dans le domaine agricole on va parler d'une approche "du berceau au portail de la ferme". On réalise ainsi un bilan comptable des flux environnementaux qui ont lieu à l'échelle de l'exploitation afin de mettre en évidence non seulement des impacts environnementaux (changements climatiques, qualité des écosystèmes...) mais aussi des contributions positives à faire valoir (stockage de carbone, biodiversité...).

Les flux identifiés vont contribuer à des impacts environnementaux: le GES contribue à l'effet de serre, l'ammoniac contribue à l'acidification des milieux et les nitrates à l'eutrophisation.

Il faut intégrer dans les ACV des contributions positives de l'élevage: le stockage de carbone et la biodiversité. La biodiversité concerne la diversité floristique et faunistique d'un milieu. On observe toute la vie présente dans un système. Pour envisager un indicateur de biodiversité simple, le coefficient d'équivalent surface en biodiversité défini pour chaque type de structure agro-écologique permet d'additionner les infrastructures agro-écologiques dans une même unité.

On peut imaginer deux perspectives d'application:

- l'étude et l'analyse des systèmes de production avec une évaluation de **l'empreinte environnementale** des viandes issues des grands bassins de production au niveau mondial. On aspire aussi à une mise en évidence des systèmes les plus pertinents et à **l'identification des leviers d'action**.
- l'empreinte environnementale des produits. La future loi "Grenelle" prévoit **l'information environnementale des produits** de grande consommation à compter du 1^{er} janvier 2011. De nombreux travaux sont engagés dans d'autres pays et au niveau de la Commission Européenne.

Manuel del POZO RAMOS, DG Agri Commission européenne Les enjeux réglementaires au niveau de l'Union Européenne

L'objectif de l'agriculture aujourd'hui est de favoriser les ressources renouvelables et le stockage de carbone. En 2006, l'agriculture représente 9% des émissions de GES dans l'UE. Les pays qui émettent le plus de GES

sont l'Irlande et la Lituanie. Les émissions de GES diminuent entre 1990 et 2006: l'UE à 15 observe une diminution de 15% et l'UE à 27 une diminution de 20%.

La réforme de la PAC en 2003 a abouti à des aides découplées sans incitation à l'intensification. Elle a permis un soutien face aux aléas des marchés et aux aléas climatiques. Enfin, elle a mis en lumière l'éco-conditionnalité.

Depuis 2003, on peut noter:

- une plus grande orientation vers le marché et un renforcement de la fonction entrepreneuriale;
- une plus grande efficacité du transfert budgétaire en faveur du soutien aux revenus;
- une amélioration du respect des normes communautaires;
- la consolidation de la PAC dans le cadre de la discipline budgétaire;
- le renforcement du développement durable.

Pour l'agriculture européenne, les défis à relever sont nombreux. Les thèmes de réflexion sont: le changement climatique, la bioénergie, la gestion de l'eau, la biodiversité, les mesures d'accompagnement de la production laitière.

Les **objectifs de la PAC pour 2020** sont:

- **diminuer de 20% les émissions de GES.** Les négociations sont en cours
- **diminuer de 20% la consommation énergétique globale de l'UE de sources renouvelables**
- **diminuer de 20% la consommation d'énergie.** La PAC vise l'amélioration de l'efficacité énergétique.

On place au centre des débats un paradoxe: **l'écologie productive**. Il est possible de s'adapter, d'augmenter la productivité en respectant les règles.

Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/climateaction/eu_action/index_fr.htm

Frédéric DENHEZ: Qu'en est-il de la gestion des fonds publics et de la gestion des sols européens ?

Manuel del POZO RAMOS: le budget est voté jusqu'en 2013. De nouvelles mesures vont peut-être germer et aboutir à une nouvelle redéfinition de la PAC.

Frédéric DENHEZ: Concernant l'éco-conditionnalité, comment s'assurer que les conditions sont appliquées?

Manuel del POZO RAMOS: C'est à chaque Etat membre de vérifier que les mesures sont appliquées et l'UE contrôle aussi quelques exploitations. C'est à l'Etat membre de s'occuper de l'éco-conditionnalité.

Frédéric DENHEZ: Peut-on envisager des droits de douane écologiques qui seraient moindres pour les productions qui respectent l'écologie, et élevés pour celles qui ne la respectent pas?

Manuel del POZO RAMOS: C'est le cas des OGM. Dans le cadre des négociations, ce problème doit être soulevé. L'OMC évoque ce sujet. Il est difficile de forcer le respect des mesures liées aux problèmes environnementaux.

Caroline GUINOT, Centre d'Information des Viandes (CIV)

La communication grand public et prescripteurs

Depuis 2 ans, les bovins font la une des médias. Les idées et les chiffres qui circulent sont les suivants:

- **empreinte carbone:** "l'élevage est responsable de 18% des émissions de GES" d'après la FAO; "1kg de bœuf serait équivalent en émissions de GES à 70 km en voiture", d'après l'ADEME
- **compétition alimentaire:** "1kg de viande bovine nécessiterait pour être produit 7 kg de céréales" (FAO) ou "un bœuf offre 12 fois moins de repas que les céréales qu'il aura consommées" (Fondation Nicolas Hulot)
- **consommation d'eau:** "1kg de bœuf nécessiterait 15.500 l d'eau pour être produit" (Waterfootprint)
- **contribution de l'élevage à la déforestation de la forêt amazonienne** par la pâture et la culture du soja.

On peut noter une remise en question de la viande rouge dans les collectivités et auprès des acheteurs. Par exemple, le Grenelle de l'environnement impose l'intégration de 15% de bio dans les cantines d'ici à 2010. L'affichage environnemental en distribution risque de se focaliser sur l'empreinte carbone ce qui risque donc d'amoinrir encore plus l'image de la viande rouge.

Que remarque-t-on?

- une information mondialisée;
- une confusion entretenue entre les systèmes d'élevage de monogastriques et ceux de ruminants;
- une vision manichéenne du bio versus l'industrie;
- un assemblage des messages de bien-être, d'environnement et de nutrition.

On peut se demander comment rééquilibrer l'information entre l'image des *feedlots* géants nord-américains et les images d'Epinal de "*Martine à la ferme*"?

Le choix de la filière viande bovine française est de **distinguer la publipromotion de l'information**. La première étape a été de rétablir une information globale tenant compte des aspects positifs: durant une grande partie de leur vie, les animaux sont dans des systèmes de production basés sur les prairies et ont des atouts environnementaux à faire valoir. Il faut insister sur les fonctions environnementales (eau, sol, matière organique, biodiversité), le stockage de carbone dans les sols, les atouts paysagers et l'entretien du terroir, et enfin le rôle social et économique de la filière dans les zones rurales.

Les pistes pour 2010 sont donc les suivantes:

- étendre l'information sur l'élevage français et l'environnement auprès du grand public;
- concevoir des réponses globales intégrant environnement, bien-être animal et nutrition;
- expliciter les chiffres qui circulent dans les médias et expliquer en quoi ils ne correspondent pas aux réalités françaises;
- poursuivre les études et leur vulgarisation sur les impacts environnementaux de l'élevage et de la viande auprès des prescripteurs;
- expliquer les complémentarités des systèmes de naissage et d'engraissement.

On peut donner l'exemple d'une initiative positive: la campagne "Races à viande" en boucherie qui se mettra en place à partir de mi-novembre dans 2000 boucheries qui commercialisent du bœuf de races à viande.

DEBAT

Javier LOPEZ: La communication est essentielle et c'est une tâche qui nous reste à faire. La France est en avance. Nous sommes face à des attaques vis-à-vis de la production de viande sans précédent. Il faut donc encourager la communication. Je suis un peu jaloux de voir toutes les actions menées par le CIV. Face à ces attaques, nous devons répondre de façon coordonnée au niveau européen.

Samuele TRESTINI: Nous travaillons beaucoup en Italie sur la qualité des produits, sur la sécurité alimentaire et sur le contact direct avec l'éleveur impliqué dans sa production. Il faut mettre en exergue ce que l'agriculture fait au niveau environnemental. L'agriculture est très critiquée par rapport aux émissions. Il faudrait plus de subventions pour cette filière.

Caroline GUINOT: On s'est aperçu par exemple que l'on incitait à manger bio mais qu'il n'y avait pas assez de production bio pour atteindre l'objectif des 15% de bio dans les collectivités. Deux possibilités s'offrent alors: soit on importe du bio d'autres pays, soit on consomme local, régional, français.

Jean-Baptiste DOLLE: Acheter local c'est cohérent dans une certaine limite. Des études ont été faites sur l'ACV de l'agneau ou du lait provenant de Nouvelle- Zélande où le transport ne pesait pas énormément puisque ce sont de grands conditionnements, de grands cargos. Le lait néozélandais avait un "poids CO2" plus faible que le lait ou l'agneau produit au Royaume-Uni par exemple.

Le CIV a déjà amélioré l'image de la filière. Il faut insister sur ses aspects positifs autour du stockage de carbone, du paysage, de l'entretien des prairies, la biodiversité. L'affichage environnemental qui, au départ, était uniquement axé sur le carbone, prend maintenant en considération d'autres aspects positifs.

Frédéric DENHEZ: N'y a-t-il pas risque dans cette façon de communiquer, de transformer les agriculteurs en gardiens d'un musée que deviendrait la France avec des paysages qui ne bougeraient plus parce qu'on les figerait dans le bon respect de normes environnementales?

Caroline GUINOT: Il faut démontrer qu'en France les élevages sont de taille familiale, et sont encore essentiellement basés sur l'herbe, mais qui ne s'interdisent pas des pratiques de modernisation, des pratiques d'intensification pour répondre aux besoins du marché et survivre économiquement. C'est ce message complexe qu'il faut arriver à faire passer.

Denis SIBILLE: Un des rôles de l'interprofession et du CIV est de diffuser des messages valorisants et à nous producteurs de communiquer plus souvent sur tous ces sujets. Le politique a un rôle à jouer. Nous sommes dans une Société où tout le monde prend les problèmes un par un. Par exemple, le problème de la nutrition par rapport à la santé. On se bat constamment contre le ministère de la Santé sur son message "Réduisez votre consommation de viande" alors que l'on sait que 40% des français ne mangent plus assez de viande et que 40% en mangent normalement. Un message de bon sens concernant l'équilibre alimentaire est nécessaire.

Nous devrions communiquer sur ce thème du bon sens et de l'agriculteur bien dans ses bottes, bien dans sa ferme, bien dans la Société, bien dans le monde rural. 50% de la surface française est en herbe; la forêt ne recule pas chez nous, elle progresse, nous n'avons rien détérioré. ***L'agriculteur français doit rester fier de son métier !***